

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 591 / Décembre 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2019

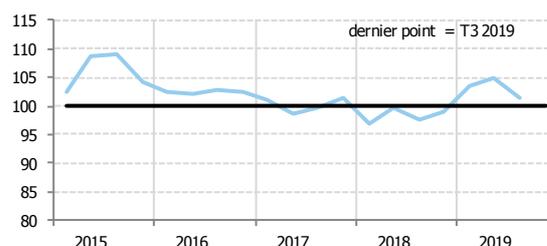
La conjoncture économique à la Martinique

Essoufflement de l'indicateur du climat des affaires

Après un premier semestre dynamique, la croissance de l'activité semble ralentir au troisième trimestre 2019. L'indicateur du climat des affaires (ICA) se rétracte (de 3,3 points à 101,5 points) pour la première fois depuis un an. Il reste néanmoins au-dessus de sa moyenne de long terme, ce qui signifie que, selon les chefs d'entreprise interrogés, la conjoncture demeure favorablement orientée.

C'est la composante future de l'ICA, c'est-à-dire les anticipations pour le trimestre prochain, qui a le plus contribué à son infléchissement. En particulier, les chefs d'entreprise anticipent une dégradation prochaine de l'activité, des effectifs et dans une moindre mesure des charges d'exploitation.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)



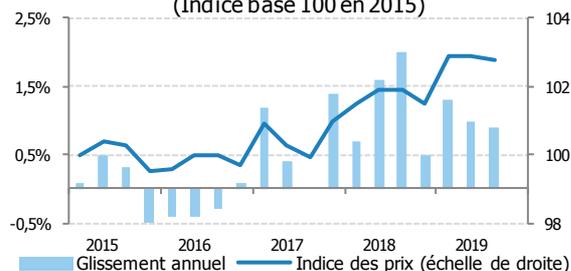
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Stabilité des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation est stable pour le troisième trimestre consécutif. Les prix de l'alimentation augmentent sensiblement (+2,1 %) sur les trois derniers mois. Cette hausse est compensée par la baisse des prix de l'énergie (-3,7 %) sur la période.

Mesurée en glissement annuel, l'inflation s'établit à +0,9 % à fin septembre contre +1,0 % à fin juin. Sur la période, seule la catégorie des produits manufacturés a baissé (-0,2 %). Les autres postes de dépense ont tous enregistré une hausse modérée de leur prix : +1,3 % pour l'alimentation, +1,0 % pour l'énergie et +1,2 % pour les services.

Indice des prix à la consommation
(Indice base 100 en 2015)



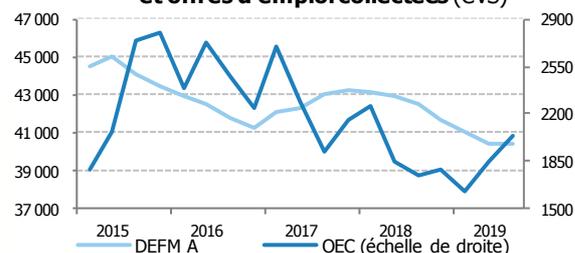
Source : Insee

L'amélioration du marché du travail marque le pas

À fin septembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 40 520 personnes (CVS), en hausse de +0,3 % en variation trimestrielle. Sur un an, les demandeurs d'emploi restent significativement moins nombreux (-4,7 %, CVS). Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées en Martinique connaît un fort rebond sur le trimestre (+23,5 %, CVS).

Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (+0,9 %, CVS) et de plus de 50 ans (+1,0 %, CVS) est en hausse en variation trimestrielle, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi dans la catégorie des 25-49 ans est en légère baisse (-0,2 %).

Demandeurs d'emploi en fin de mois et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMTP, Pôle emploi, Dares

En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans diminue (-2,9 %, CVS), tout comme le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans (-7,8 %, CVS). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi chez les seniors (50 ans et plus) est en hausse (+0,1 %, CVS).

Ralentissement de la consommation des ménages

Au troisième trimestre, la consommation des ménages semble ralentir. Les immatriculations de véhicules de tourisme ont baissé de 4,8 % en variation trimestrielle (CVS), après une hausse de 3,8 % et 9,8 % respectivement aux premier et deuxième trimestres 2019. Les importations de biens de consommation durables (principalement de l'électroménager et des meubles) ont suivi la même évolution : une baisse de -7,5 % (CVS) après une hausse de 3,5 % et 7,1 % respectivement. Enfin, le chiffre d'affaires cumulé des hypermarchés était à fin septembre 2019 inférieur de 1,7 % à celui des neuf premiers mois de l'année précédente. Dans ce contexte, les chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture décrivent une activité commerciale morose.

Pour autant, les importations de biens de consommation non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) retrouvent une certaine dynamique (+2,2 % en variation trimestrielle après une baisse de -2,6 %, CVS). Parallèlement, la croissance de l'encours de crédits à la consommation faiblit peu (+6,5 % en glissement annuel contre +6,9 % au trimestre précédent), traduisant une certaine résilience de la demande.

Enfin, les indicateurs de vulnérabilité demeurent favorablement orientés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-1,5 %) et le nombre de dépôts de dossiers de surendettement (-4,5 % en cumulé à fin septembre par rapport à la même période de l'année précédente) poursuivent leur repli tandis que le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire se stabilise (-0,2 %). À noter, le nombre de retraits de cartes bancaires augmente (+1,5 %) pour la première fois depuis 2014.

Tassement de la croissance de l'investissement

Après un début d'année exceptionnellement bien orienté pour le solde d'opinion des prévisions d'investissement, les chefs d'entreprise se montrent plus mesurés au troisième trimestre. S'ils anticipent toujours d'accroître leurs engagements dans les secteurs du tourisme et de l'industrie, ils ne sont plus aussi optimistes dans les secteurs agroalimentaire et commercial. Par ailleurs, le solde des prévisions d'investissement devient négatif pour les secteurs du BTP et des services aux entreprises.

Les indicateurs macroéconomiques font également état d'une conjoncture disparate. Si les importations de biens d'investissement présentent une certaine stabilité (+0,2 %, CVS), les immatriculations de véhicules utilitaires (-10,5 %, CVS) chutent et les attestations de conformité électrique à destination des locaux commerciaux baissent significativement (-4,3 %, CVS). L'évolution des encours de crédits d'investissements (+1,2 % en variation trimestrielle, après +2,1 % au deuxième trimestre) et de crédits d'exploitation (-0,3 % après +2,1 %) illustre également cette modération.

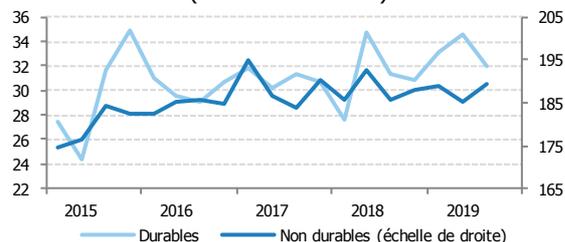
En termes de vulnérabilité des entreprises, l'amélioration reste franche. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire reste stable et les impayés sur effets de commerce présentent une baisse en nombre (-25,2 % en variation trimestrielle) comme en montant (-26,8 %).

Recul des exportations

Les exportations martiniquaises totales se replient au troisième trimestre (-10,8 % après +1,8 %, CVS). Hors produits pétroliers, elles reculent également (-13,3 % après -0,2 %, CVS), tirées à la baisse par la chute des exportations de produits agricoles (-9,9 %, CVS) et de produits agroalimentaires (-17,3 %, CVS). Les exportations de produits pétroliers diminuent sur le trimestre (-2,5 % après +5,7 %, CVS) et sur l'année (-9,9 %, CVS).

De leur côté, les importations hors produits pétroliers sont quasi-stables pour le quatrième trimestre consécutif (+0,7 %, CVS). Dans le détail, les importations de produits agricoles (+6,7 %, CVS) et agroalimentaires (+3,1 %, CVS) augmentent, tandis que les importations de matériel de transport diminuent (-7,0 %, CVS).

Importations de biens de consommation
(en millions d'euros)



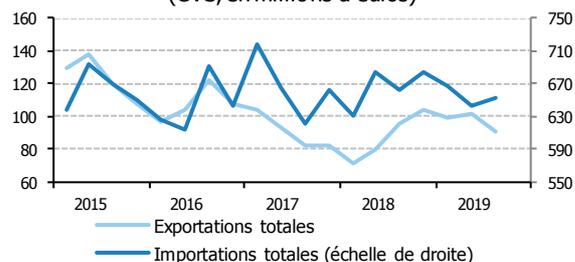
Source : Douanes

Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs (hors services)
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

La conjoncture sectorielle

Au troisième trimestre, la croissance semble marquer le pas. Les chefs d'entreprise jugent que le niveau d'activité est toujours en progression, mais ils anticipent une dégradation significative dans les trois prochains mois. Dans ce contexte, ils n'enregistrent pas de hausse des effectifs, même s'ils déclarent une trésorerie et des délais de paiement en amélioration.

Le climat d'affaires du **secteur touristique** demeure très bien orienté. Excepté le solde des charges d'exploitation, tous les soldes d'opinion restent au-dessus du seuil d'amélioration et sont en hausse par rapport au deuxième trimestre. Les prévisions d'investissement atteignent un niveau record et les entreprises du secteur ont déclaré des effectifs en progression lors du troisième trimestre. Les indicateurs économiques nuancent toutefois quelque peu cet optimisme. Si en glissement annuel, le nombre total de passagers aéroportuaires reste bien orienté (+2,2 %, CVS), il baisse sur les trois derniers mois (-2,2 %, CVS). Par ailleurs, la croissance du nombre de nuitées en hôtellerie évolue également en territoire négatif au troisième trimestre (-7,2 %, CVS).

Au sein du **secteur industriel**, les entrepreneurs restent confiants. Ils déclarent avoir vu leur trésorerie et les délais de paiement continuer de s'améliorer au troisième trimestre, et font également état d'une hausse de leurs effectifs. Leurs prévisions d'investissement sont toujours favorablement orientées malgré l'anticipation d'une dégradation de l'activité lors des prochains mois.

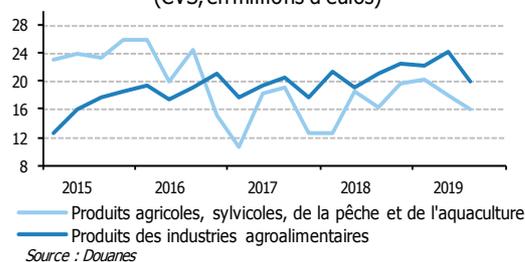
Les chefs d'entreprise des secteurs agroalimentaires, du commerce et des services aux entreprises sont plus pessimistes concernant le climat d'affaires. L'activité **du secteur primaire** est décrite comme en fragile amélioration par les professionnels, qui anticipent de fait une dégradation significative du courant d'affaires dans les trois prochains mois. À l'exception des délais de paiement, les principaux soldes d'opinions sont orientés à la baisse. Sur le trimestre, les exportations de produits agricoles (-9,9 %, CVS) et des produits de l'industrie agroalimentaire (-17,3 %, CVS) sont en baisse, lestées respectivement par la chute des expéditions de rhum (-23,6 %, CVS) et de bananes (-5,9 %, CVS). Les abattages¹ de viandes totaux (hors volaille) déclinent (-4,2 %, CVS) également, en particulier les abattages de porcins (-9,6 %, CVS).

Le climat d'affaires au sein du **secteur commercial** conserve sa tendance atone depuis plusieurs trimestres. L'amélioration des délais de paiement et la hausse de leur prix de vente semblent bien se traduire par un assainissement du niveau de trésorerie. En revanche, les charges d'exploitation paraissent de nouveau se dégrader. Les entreprises déclarent des effectifs en baisse.

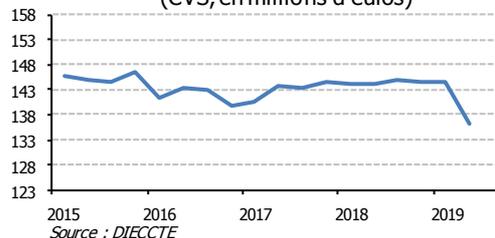
Selon l'enquête de conjoncture, la reprise de l'activité amorcée au premier semestre 2019 ne se prolonge pas dans le **secteur des services aux entreprises**. Le courant d'affaires se dégrade. Si les chefs d'entreprise déclarent une forte hausse du carnet de commandes, une amélioration des délais de paiement et du niveau de trésorerie, ils anticipent toutefois des investissements à la baisse sur les 12 prochains mois.

Au sein du secteur du **BTP**, les soldes d'opinions de l'enquête de conjoncture évoluent sous leur moyenne de long terme. Les signes qui suggéraient un redressement d'activité lors du premier semestre 2019 ne se reflètent pas dans les soldes d'opinions du troisième trimestre. La baisse des ventes de ciment (-2,1 %, CVS) et de l'importation d'éléments en métal pour la construction (-2,1 %, CVS) témoigne d'une conjoncture encore dégradée.

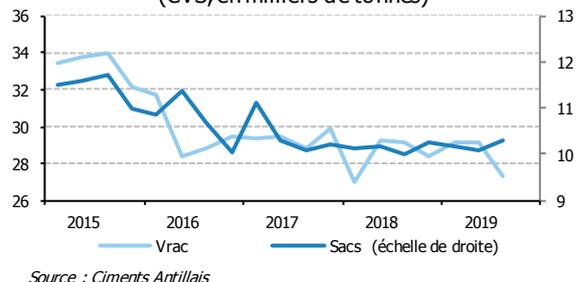
Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires
(CVS, en millions d'euros)



Chiffre d'affaire des hypermarchés
(CVS, en millions d'euros)



Ventes de ciment
(CVS, en milliers de tonnes)



¹ Données provisoires

La conjoncture régionale et internationale

Une croissance atone dans la Caraïbe

L'activité des économies d'Amérique latine et de la Caraïbe¹ connaît un ralentissement depuis 5 ans selon la CEPALC qui a par ailleurs revu ses prévisions à la baisse et estime le taux de croissance de la zone à +0,5 % en moyenne pour l'année 2019. La Caraïbe devrait connaître une croissance de +2,1 %. Les principales économies de la Caraïbe contribueraient positivement à la croissance de la zone.

Le FMI prévoit désormais +5,0 % de croissance pour 2019 en République Dominicaine, contre +5.1 % en 2018. La République Dominicaine est l'économie la plus importante de la Caraïbe avec celle de Porto Rico. Après le passage de l'ouragan Maria, l'économie portoricaine chute. Le PIB de Porto Rico a baissé de -4,9 % en 2018 et devrait vraisemblablement reculer de -1,1 % sur l'année 2019. L'économie cubaine est toujours affectée par l'embargo imposé par les États-Unis. Malgré son isolement, Cuba a connu une croissance de +1,2 % en 2018. En 2019, le pays devrait connaître une croissance de +1,5 % malgré des mesures d'austérité continues. La croissance a été partiellement ralentie en raison d'une baisse constante des recettes d'exportation. Pour autant, le tourisme, la construction et l'agriculture ont renforcé l'économie.

Dans la Caraïbe anglophone et néerlandophone, le taux de croissance est estimé à +1,5 % en 2019 (+5,7 % en 2020 tiré à la hausse par la croissance de Guyana, où va démarrer la production de pétrole en début d'année prochaine). Trinité-et-Tobago a connu une croissance de +0,3% en 2018 et son économie devrait croître de +0,9 % en 2019 et de +1,6 %, d'ici à 2020. Cette faible performance provient de l'effondrement des prix de l'énergie, qui a entraîné des pertes d'emplois et des effets négatifs sur les recettes fiscales. Le PIB de la Jamaïque a augmenté de +1,2% en 2018 et devrait progresser de +1,5 % en 2019 et de +1,7 % en 2020. Ces résultats découlent d'une demande étrangère accrue de biens et de services jamaïcains, notamment les industries extractives, le tourisme et la gastronomie.

Il est à noter, en Haïti, une dépréciation monétaire rapide (près de -30%), des taux d'inflation élevés (près de +20 %) et également une contraction du PIB (estimé à +0.5 %). Le déficit budgétaire a pour sa part diminué comparé à l'année précédente, il est estimé à +2,9 %.

1/Les études de la CEPALC sur la Caraïbe portent sur les pays suivants : Antigue-et-Barbude, Aruba, Les Bahamas, Dominique, République dominicaine, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Trinité-et-Tobago.

Sources : CEPALC (Economy Survey of Latin America and the Caribbean, juillet et décembre 2019), Service économique régional pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes. FMI - World Economic Outlook Database, Dernières données disponibles.

La croissance économique mondiale demeure peu dynamique

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2019, soit son plus bas niveau depuis 2008-09. Ce rythme a été revu à la baisse de 0,2 point par rapport aux perspectives de juillet, en lien avec la montée des tensions commerciales et géopolitiques qui se répercutent sur la confiance des chefs d'entreprise, les décisions d'investissement et le commerce mondial. Les politiques monétaires, rendues plus accommodantes aux États-Unis et dans de nombreux pays avancés et émergents, ont permis d'amortir l'impact de ces tensions sur les marchés financiers. Pour 2020, le FMI anticipe une croissance mondiale de 3,4 %, soit une révision à la baisse de 0,1 point par rapport à juillet.

Aux États-Unis, la hausse du PIB s'est élevée à 0,5 % au troisième trimestre 2019 (en variation trimestrielle), soit la même progression qu'au trimestre précédent. La consommation privée, stimulée par les mesures de relance du gouvernement, demeure le principal moteur de la croissance. Sur l'ensemble de l'année 2019, le FMI anticipe une croissance de 2,4 % qui ralentirait à 2,1 % pour l'année 2020.

Dans la zone euro, le PIB a continué de progresser de 0,2 % entre juillet et septembre, soit le même rythme qu'au deuxième trimestre. Le taux d'inflation s'est établi à 0,8 % à fin septembre, soit un net ralentissement par rapport à fin juin (+1,3 %). Le taux de chômage se maintient quant à lui à 7,5 % dans la zone, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon le FMI, la croissance du PIB devrait s'élever à 1,2 % en 2019 et à 1,4 % en 2020. Pour rappel, elle avait atteint 1,9 % en 2018.

Au troisième trimestre, le PIB de la France a enregistré une croissance identique aux deux trimestres précédents : +0,3 %. La consommation des ménages accélère légèrement sur la période tandis que l'investissement ralentit. Pour les années 2019 et 2020, la Banque de France anticipe une hausse du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, la croissance a nettement ralenti au troisième trimestre (+0,1 % après +0,4 %). Les tensions commerciales mondiales sont à l'origine du fléchissement des exportations japonaises. La consommation privée est également orientée à la baisse tandis que l'investissement reste robuste. Le FMI anticipe une croissance de 0,9 % en 2019 puis de 0,5 % en 2020.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance devrait ralentir en 2019 (+3,9 % après +4,5 % en 2018) avant de rebondir en 2020 (+4,6 %) grâce à une activité plus dynamique en Inde, au Brésil ou en Russie et à une récession moins marquée dans plusieurs pays émergents en difficulté (Turquie, Argentine, Iran). En Chine, la croissance a été revue à la baisse (+6,1 % en 2019, +5,8 % en 2020) suite aux tensions commerciales avec les États-Unis et au ralentissement de la demande intérieure lié aux mesures prises pour maîtriser la dette.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon — données arrêtées à la date du 29 novembre 2019.